



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE



Sommaire

- p. 02** Un dynamisme démographique modéré
- p. 03** Un tissu économique porté par les TPE
- p. 04** Un avenir incertain pour l'emploi
- p. 05** Le profil des emplois du territoire
- p. 06** 61% des offres d'emploi se répartissent sur cinq domaines professionnels
- p. 07** Une réduction du potentiel d'emploi
- p. 09** La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018
- p. 10** La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe - Le chômage de très longue durée perdure
- p. 11** Les mutations du marché du travail - 45 350 reprises d'emploi en 2019
- p. 12** Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée
- p. 13** 8 100 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation en région
- p. 14** 59% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 15** Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 16** En résumé
- p. 17** Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares du département.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 561 000 habitants au 1^{er} janvier 2020.
- ② 56 700 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 196 350 salariés des secteurs public et privé au 31 mars 2020
- ④ 59 430 offres diffusées sur le site de www.pole-emploi.fr de juillet 2019 à juin 2020.
- ⑤ 9,2% de taux de chômage au 2^e trimestre 2020.
- ⑥ 72 270 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2^e trimestre 2020 ; 49% de demandeurs d'emploi indemnisés au 1^{er} trimestre 2020.
- ⑦ 65 100 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2^e trimestre 2020, dont 20% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 9% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 17% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Un dynamisme démographique modéré

Au 1^{er} janvier 2020, près de 561 000 habitants résident dans le département de Vaucluse. Il est classé 45^e en France métropolitaine en nombre d'habitants. Il se situe au même niveau de classement par rapport à l'estimation de janvier 2019 [cf. [Tableau 1](#)].

La densité de population est de 157 habitants au km² (119 pour FM⁽¹⁾).

Par le passé, le Vaucluse a été dynamique sur le plan démographique. Entre 2012 et 2017, la population du département affiche un rythme de progression de +0,5% en moyenne par an (+0,4% en FM), supérieur à celui de la période 2007 - 2012 (+0,3%). Cet accroissement est essentiellement dû au solde naturel (écart entre les naissances et les décès) excédentaire de +0,3%.

Au 1^{er} janvier 2020, les jeunes de moins de 25 ans restent toujours moins nombreux au sein du département de Vaucluse qu'au national. Ils représentent 28% de la population contre 29% en France métropolitaine. À l'inverse, les 50 ans et plus comptent

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2020

	Nombre d'habitants		Poids	
	France métro.	Vaucluse	France métro.	Vaucluse
Hommes	31 378 900	269 300	48%	48%
Femmes	33 519 100	291 700	52%	52%
- 25 ans	19 025 900	159 300	29%	28%
25-49 ans	19 944 700	161 500	31%	29%
50 ans & +	25 927 300	240 100	40%	43%
Ensemble	64 898 000	561 000	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

pour une part plus importante dans le département (43%), dont 21% (20% FM) pour les plus de 65 ans.

⁽¹⁾ FM : France métropolitaine

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2017

	Nombre d'actifs		Poids	
	France métro.	Vaucluse	France métro.	Vaucluse
15-24 ans	3 069 900	26 500	10%	11%
25-54 ans	22 321 000	181 400	75%	73%
55-64 ans	4 499 500	39 900	15%	16%
Ensemble	29 890 400	247 800	100%	100%

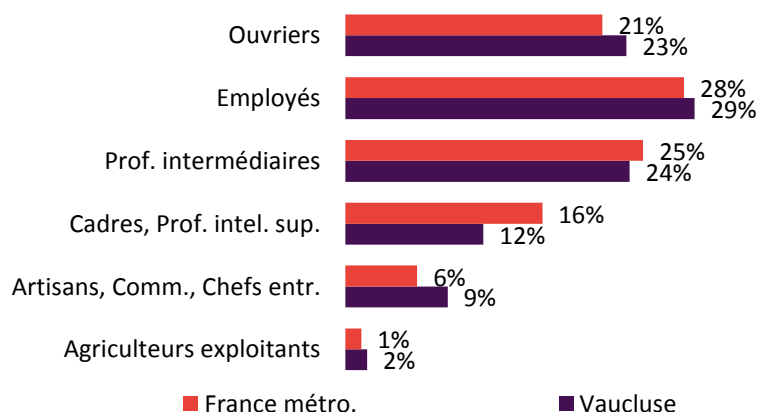
Source : INSEE, Recensement de la population

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : davantage de professions intermédiaires (+1,0 pt), de cadres et professions intellectuelles supérieures (+0,5 pt) et moins d'ouvriers et d'employés (respectivement -0,8 pt et -0,6 pt).

Source : INSEE, Recensement de la population

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017



EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))

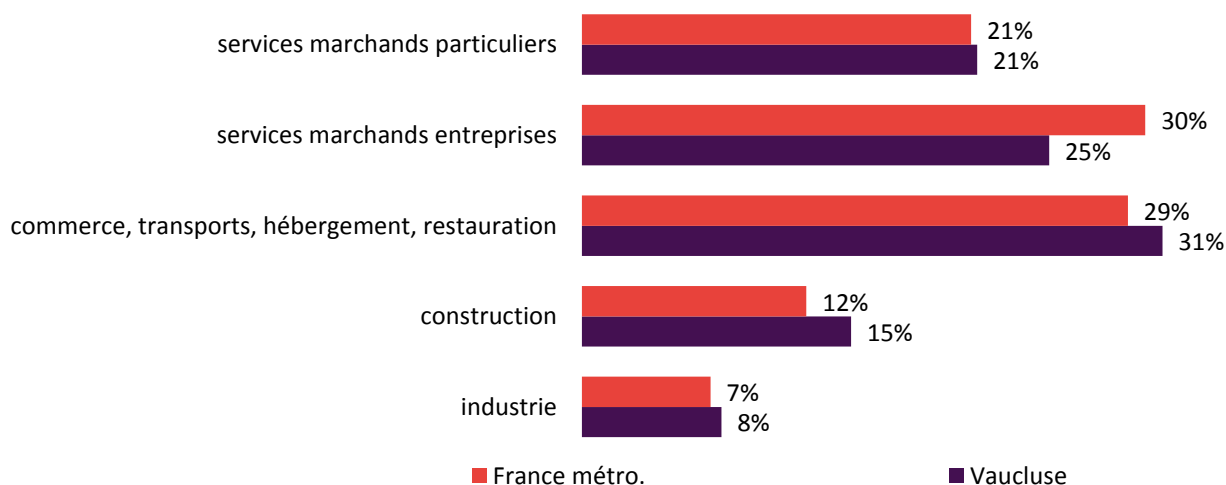


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 56 700 établissements composent le tissu productif départemental hors agriculture, soit 1% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine. Fin 2015, le poids de l'emploi présentiel est supérieur à celui de France métropolitaine (68% contre 66%). L'économie du département de Vaucluse est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes [cf. Graphique 2]. Le Vaucluse est un département rural, dont l'économie se fonde sur l'agriculture, l'industrie agroalimentaire et le tourisme. La saisonnalité de ces secteurs est donc très importante.

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

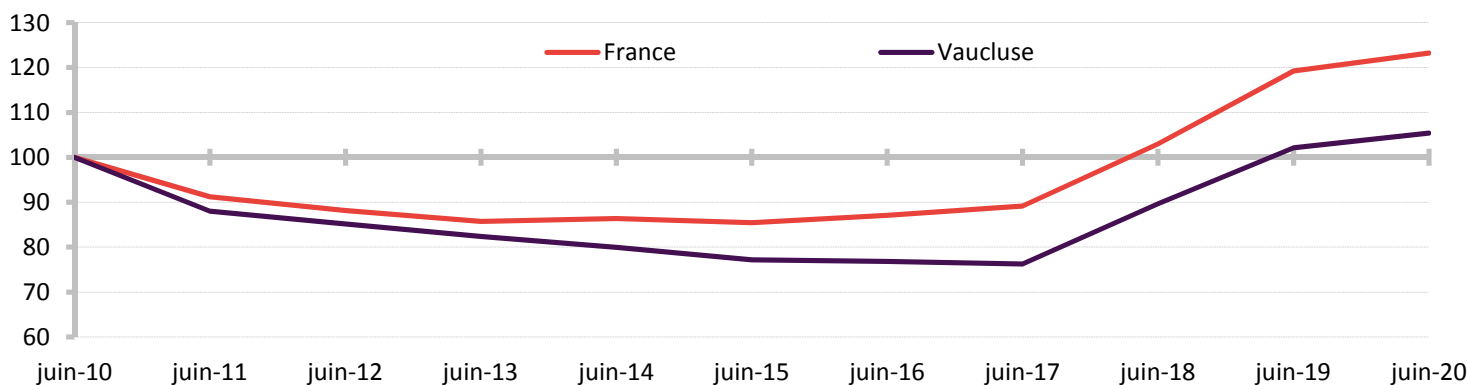
Le tissu économique départemental est marqué par l'importance des entreprises de moins de 10 salariés (95% contre 94% FM en 2015). Le taux de créations d'entreprise est de 12% en 2017 (13% FM).

À fin juin 2020, le volume de créations de micro-entreprises sur 12 mois augmente sur un rythme plus modéré que l'an passé (de +8% en Vaucluse et de +5% en France). Cette croissance découle notamment d'un contexte politique plus favorable avec des projets tel que la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) [cf. Graphique 3]. Le volume global de créations d'entreprise poursuit la hausse amorcée en 2017 et dépasse le niveau de 2010.

Dans le même temps, le nombre de défaillances sur douze mois diminue de -16% (-25% France), pour s'établir à 440 en Vaucluse. Le dispositif de chômage partiel, mis en place et financé pleinement par l'État, a probablement contribué à cette baisse.

Graphique 3

Évolution du cumul 12 mois des créations d'entreprise - indice base 100 au 30 juin 2010



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données brutes

Un avenir incertain pour l'emploi

À fin juin 2020, 196 350 personnes sont salariées en Vaucluse, que leur employeur soit privé ou public. À fin décembre 2018, l'INSEE chiffre à 43 700 le nombre de salariés dans la fonction publique dans le département, soit 22% de l'emploi total départemental (22% FM). Il y a proportionnellement dans le département moins de fonctionnaires dans la fonction publique hospitalière qu'en France métropolitaine.

Sur le passé récent, les aides en faveur de l'emploi ont été modifiées. Les CIE étant supprimés, 1 400 embauches en Parcours Emploi Compétences (PEC) ont été contractées en 2019 en Vaucluse [cf. Tableau 3].

Tableau 3

Entrées en contrat aidé en 2019

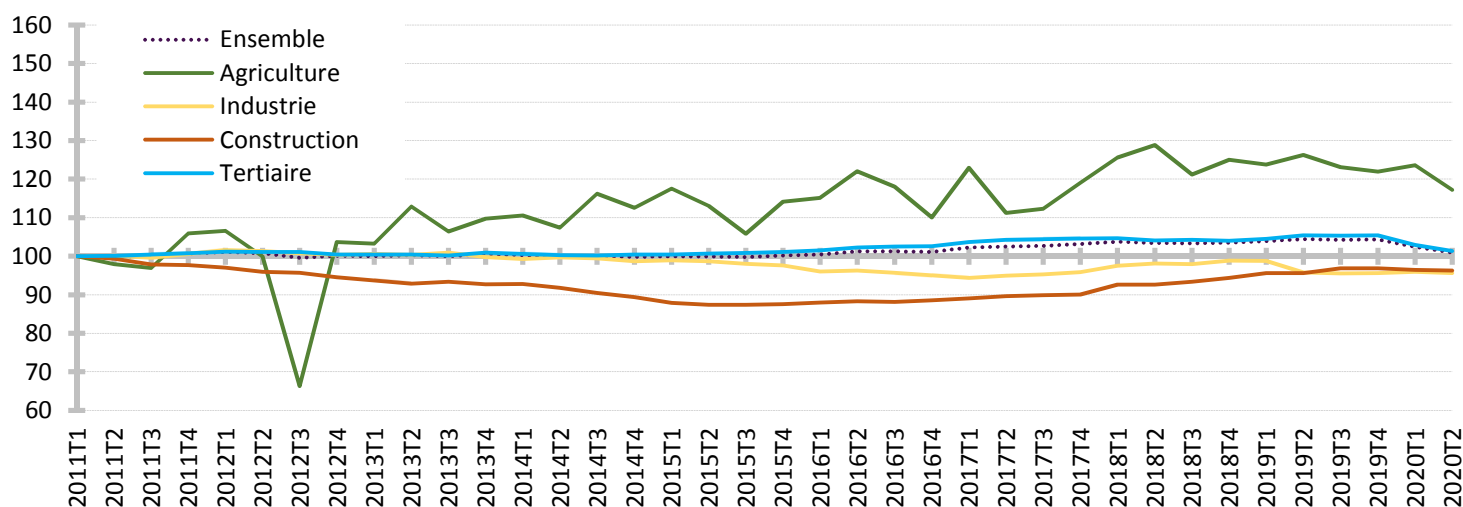
	France métro.	Vaucluse
Contrats uniques d'insertion / Parcours emploi compétences	78 400	1 400
Contrats à durée déterminée d'insertion	173 100	1 400
Contrats d'apprentissage	347 400	3 100
Parcours contractualisés d'accompagnement vers l'emploi	321 300	4 500
Garanties jeunes	91 400	1 100

Source : DIRECCTE, Politiques d'aide à l'emploi

Dans le département de Vaucluse, le nombre de salariés a peu varié entre 2011 et 2015, puis il a augmenté régulièrement jusqu'en décembre 2019. Cette progression marque un coup d'arrêt en 2020. Le nombre de salariés diminue de -3,4% par rapport à fin juin 2019 (-2,3% au national) [cf. Graphique 4]. Le secteur de l'industrie a perdu des emplois jusqu'en janvier 2017 pour en récupérer par la suite. Cependant, le niveau d'emploi de ce secteur baisse légèrement entre juin 2019 et juin 2020 (-0,2%). Par ailleurs, le secteur de la construction gagne des postes depuis début 2016 (+0,7% entre juin 2019 et juin 2020). Le secteur tertiaire continuait à générer des emplois supplémentaires jusqu'en 2019 (-6,0% entre juin 2019 et juin 2020). Le recours à l'intérim a beaucoup augmenté entre 2015 et 2017, et se stabilisait depuis, pour fortement chuter entre juin 2019 et juin 2020 (-15,7%). Ces baisses sectorisées de l'emploi sont les prémices des effets de la crise sanitaire.

Graphique 4

Évolution de l'emploi salarié total par grand secteur (indice de référence au 31 mars 2011 = 100)



Source : INSEE, Estimations d'emploi trimestrielles

EN SAVOIR PLUS

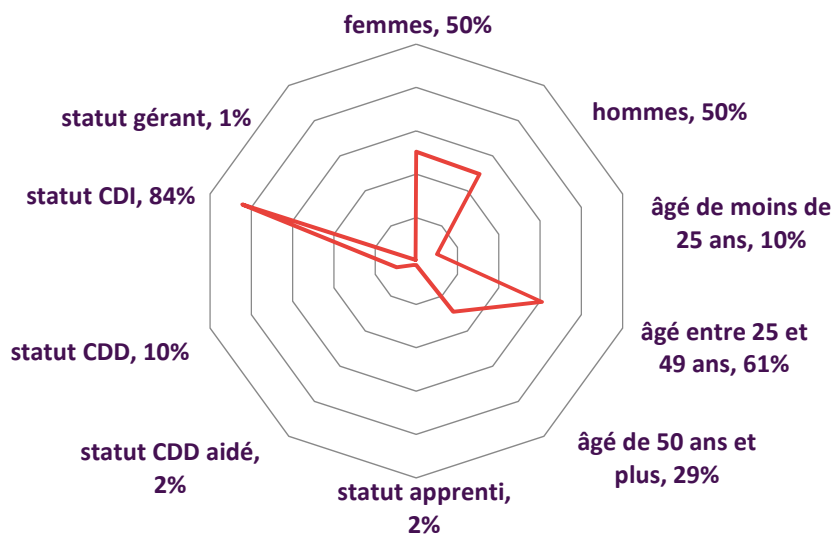
- Les indicateurs clés de la DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur ([lien](#))



Le profil des emplois du territoire

Graphique 5

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



À fin 2016, 139 500 personnes étaient salariées en Vaucluse, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 5]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 61% des cas et est en CDI dans 84% des cas.

36% des femmes travaillent à temps partiel contre 10% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (4% des hommes) [cf. Tableau 4].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du département en NACE 700 [cf. Tableau 5].

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 4

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	5%	2%	3%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	3%
Quotité de travail entre 50% et 75%	13%	5%	9%
Quotité de travail de 75% et plus	14%	2%	8%
Temps plein	64%	90%	77%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 5

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	18 400	13%
Hypermarchés	3 200	2%
Restauration traditionnelle	2 700	2%
Transports routiers de fret interurbains	2 400	2%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	2 300	2%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	2 300	2%
Nettoyage courant des bâtiments	2 300	2%
Action sociale sans hébergement n.c.a.	2 200	2%
Supermarchés	2 100	2%
Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1 900	1%
Ensemble	139 500	100%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

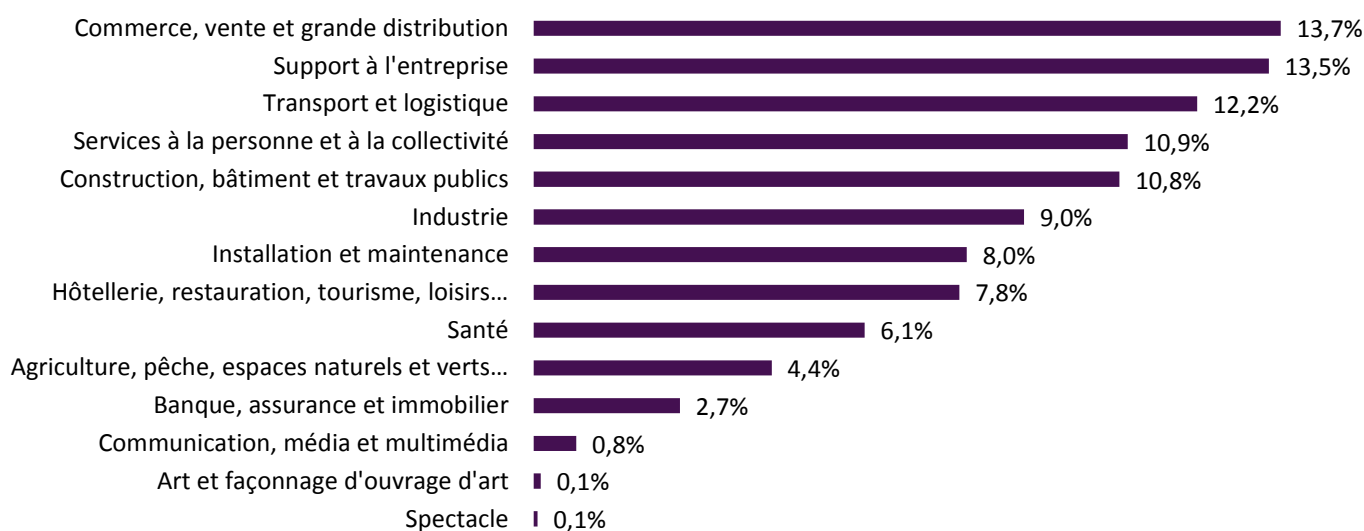
61% des offres d'emploi se répartissent sur cinq domaines professionnels

Afin d'accroître la transparence du marché du travail, Pôle emploi a mis en place en 2015 un agrégateur des offres d'emploi. Les offres d'emploi diffusées par Pôle emploi et publiées sur le site internet de Pôle emploi proviennent ainsi de deux sources : les offres déposées directement à Pôle emploi par les employeurs et les offres transmises à Pôle emploi par des sites partenaires pour rediffusion.

De juillet 2019 à juin 2020, 59 430 offres d'emploi ont été diffusées sur le site de Pôle emploi en Vaucluse. 47% de ces offres ont été collectées par Pôle emploi et 53% transmises par des sites partenaires. Sur cette même période, les métiers du commerce, vente et grande distribution, du support à l'entreprise, du transport logistique et des services à la personne et à la collectivité et de la construction, bâtiment et travaux publics enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi diffusées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 6

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres diffusées)

Rang	Métier	Volume	Poids
1 ^{er}	Conduite de transport de marchandises sur longue distance	1 970	3%
2 ^e	Comptabilité	1 940	3%
3 ^e	Magasinage et préparation de commandes	1 850	3%
4 ^e	Mécanique automobile	1 230	2%
5 ^e	Personnel de cuisine	1 070	2%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Compte-tenu du fait que les offres provenant des partenaires sont dépendantes des caractéristiques de ces derniers telles que la spécialisation par secteur, la popularité des sites, etc..., il convient d'analyser indépendamment les deux composantes des offres diffusées.

Le nombre d'offres diffusées sur les douze derniers mois à fin juin 2020 est de 31 370.

En ce qui concerne le nombre d'offres déposées à Pôle emploi, qui est une grandeur comparable dans le temps, il ressort de la crise sanitaire une baisse de -15% sur les douze derniers mois à fin juin 2020, soit un total de 28 060.

EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois diminue de -6,6% sur un an et s'établit à 417 300 unités [cf. [Tableau 7](#)]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (213 290 soit 51% des DPAE), les secteurs de la santé humaine et action sociale (29 190 soit 7% des DPAE et 14% des DPAE hors intérim) et de l'hébergement et restauration (28 220 soit 7% des DPAE et 14% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ils utilisent majoritairement les contrats précaires.

Tableau 7

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	135 400	32%	-14%
Missions intérimaires	212 700	51%	+0%
Contrats de six mois et plus	38 600	9%	-13%
-Autres- (*)	30 600	7%	
Ensemble	417 300	100%	-7%

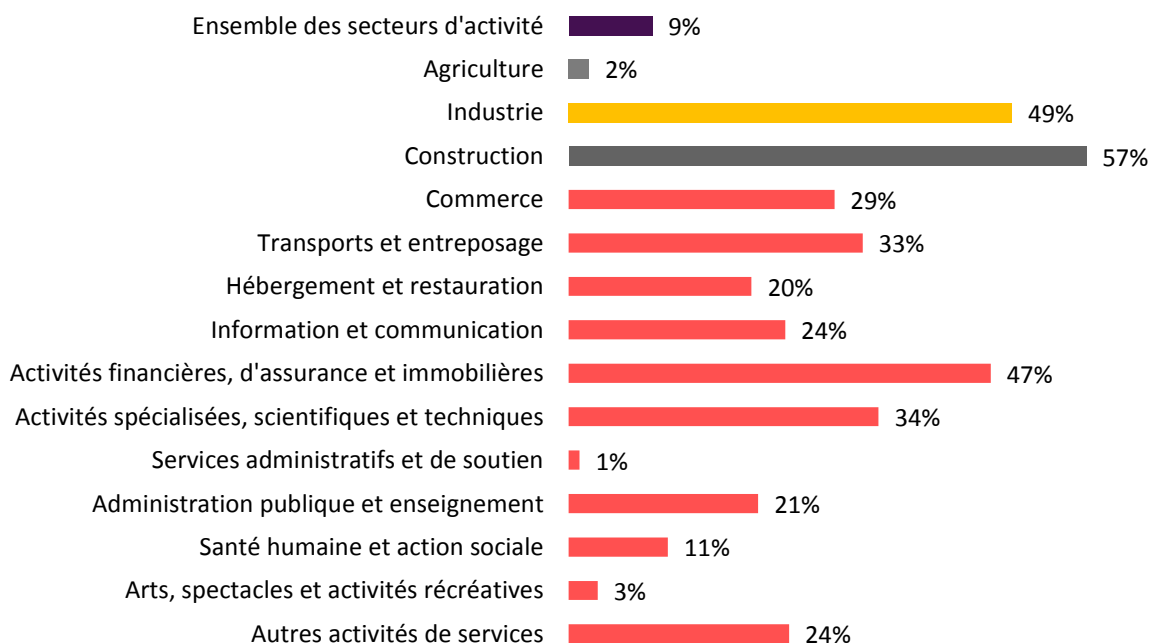
(*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 9% des DPAE. Les industries et les entreprises de la construction (chacune 4% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 49% et 57%. Les secteurs du commerce et du transport entreposage (13% et 4% des DPAE hors intérim) ont recours dans un tiers des cas à de l'emploi durable [cf. [Graphique 7](#)].

Graphique 7

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



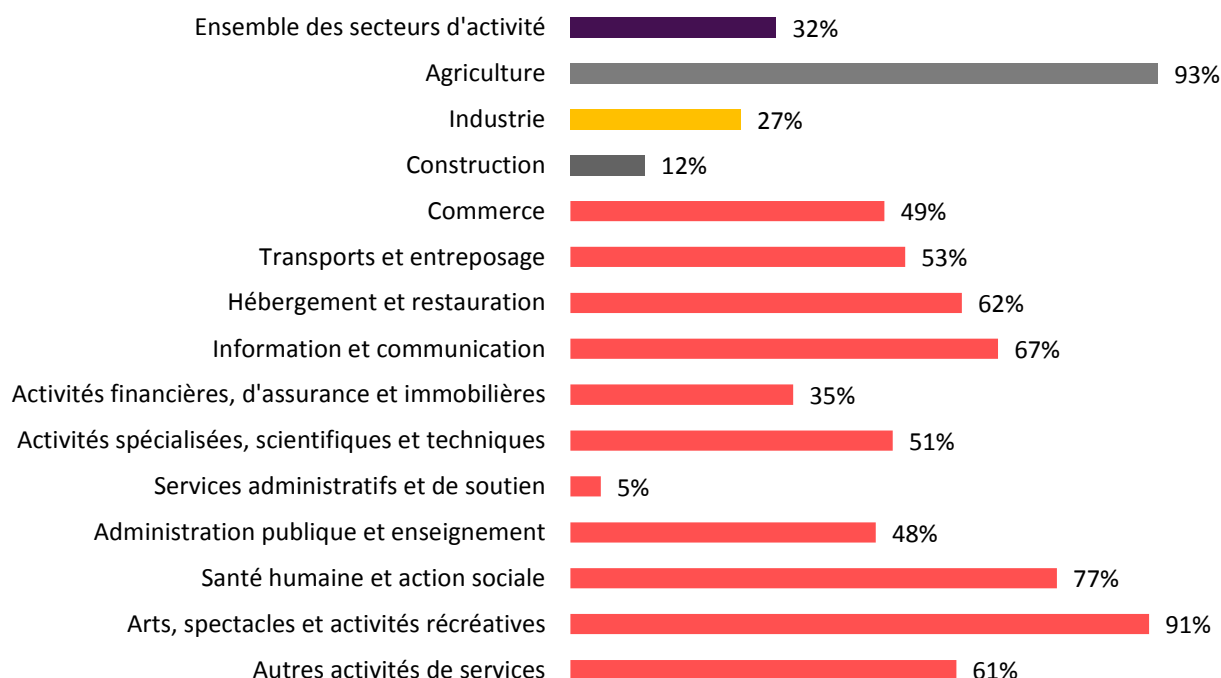
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



Près d'un tiers des DPAE concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 8], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et les arts, spectacles et activités récréatives. Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une part importante de contrats courts.

Graphique 8

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs, exceptés celui de l'administration publique et de la santé humaine et action sociale, ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

L'administration publique a recruté 6 660 contrats, soit +5% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Cette augmentation est cohérente avec la crise sanitaire et le maintien de certaines activités. A contrario, certaines ont dû s'arrêter, réduisant les opportunités d'embauche, notamment dans la santé humaine et action sociale (-12%), l'hébergement restauration (-29%) et les arts, spectacles et activités récréatives (-19%). En effet, les cafés restaurants ont été fermés, les spectacles et manifestations ont été annulés.

Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

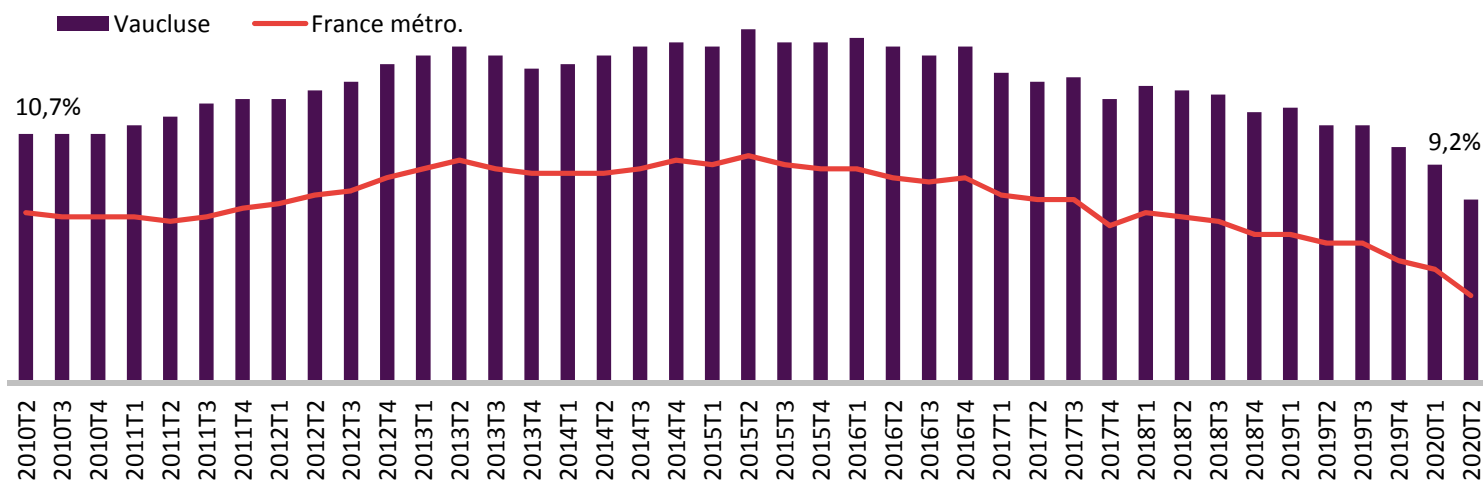


La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018

Lé département de Vaucluse reste à la 6^e position dans le classement des taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine. Avec une baisse de -1,7 pt sur un an, le taux de chômage départemental descend à 9,2% au 2^e trimestre 2020 et retrouve un niveau comparable à celui du 4^e trimestre 2008. Il reste cependant supérieur à celui du national (7,0%) [cf. Graphique 9].

Graphique 9

Taux de chômage localisé

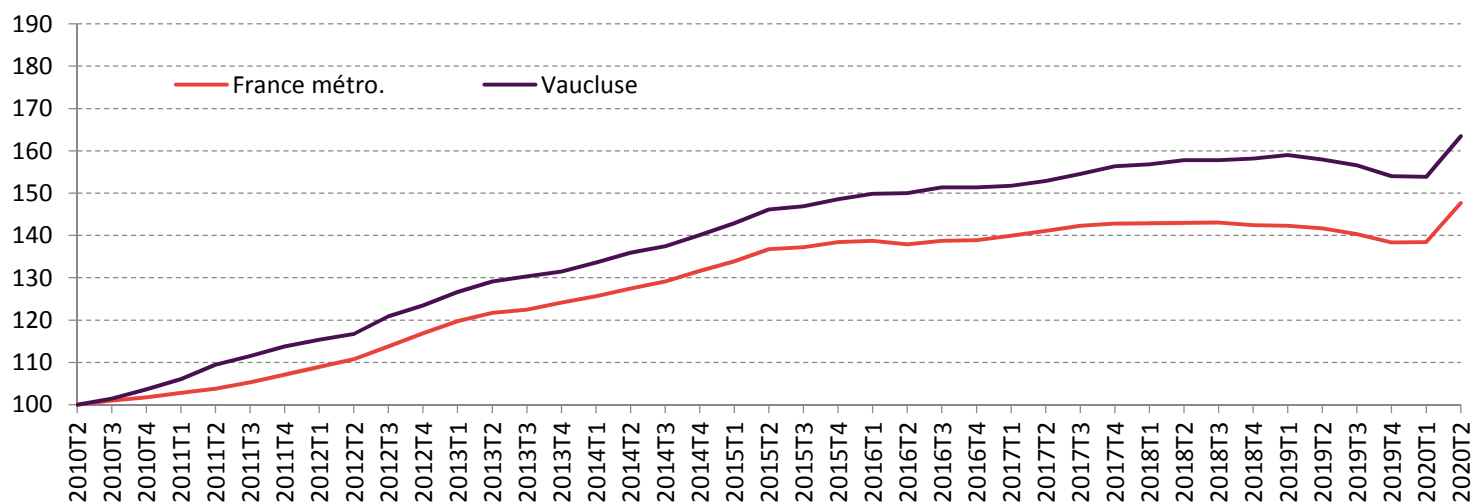


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 65 100 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La baisse amorcée en juin 2019 du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi a été interrompue par le confinement (+3,5% entre juin 2019 et juin 2020). Le département affiche une tendance similaire à la France métropolitaine (+4,2% entre juin 2019 et juin 2020) [cf. Graphique 10]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste sont supérieures aux sorties de la liste, notamment en mars et avril 2020 où elles sont respectivement deux fois supérieures. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative, elles ont repris en juin 2020 mais sont cinq fois moins importantes qu'au même mois de l'année précédente.

Graphique 10

Évolution de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS-CJO)

EN SAVOIR PLUS

- STatistiques Trimestrielles du Marché du Travail (STMT) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur



La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe

Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans est la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement un peu plus lent.

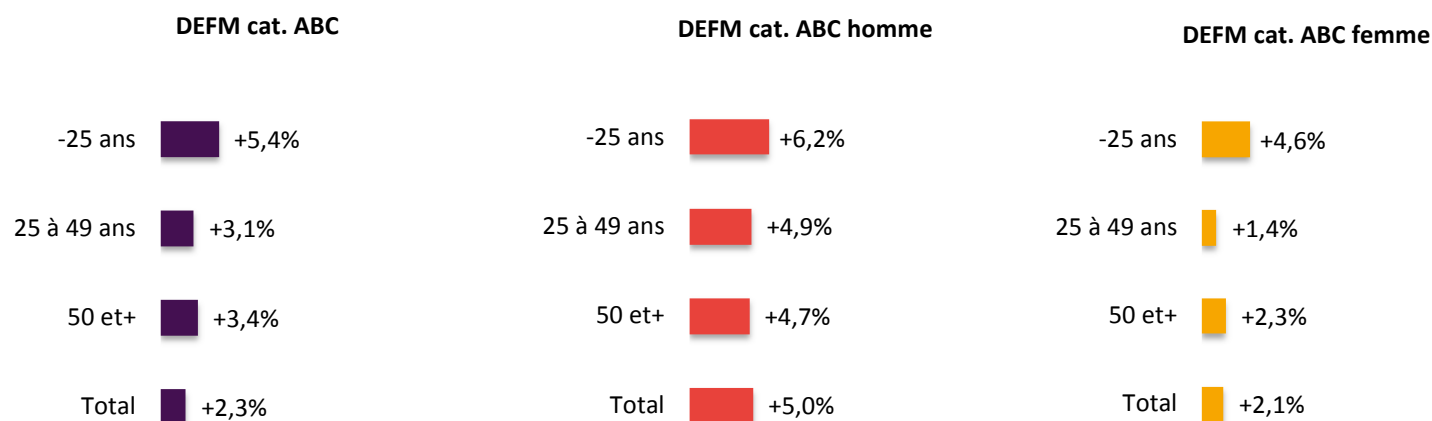
Ainsi, la population des moins de 25 ans variait peu depuis 2013, mais elle connaît une hausse plus marquée au 2^e trimestre 2020 pour se chiffrer à 8 800 personnes (soit +450 sur un an). Les 25-49 ans remontent à 39 000 (+ 1 160) et les seniors affichent un niveau jamais atteint (17 350, soit + 580).

Les hommes sont plus affectés que les femmes surtout ceux de moins de 25 ans.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (14%) dans la demande d'emploi (14% FM) [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a doublé en huit ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le département qu'au niveau national. Plus de 17 900 personnes sont touchées par ce phénomène au 2^e trimestre 2020, soit 28% de la DEFM cat. ABC.

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage, calculé par Pôle emploi (ICDC), évalue l'incidence de la conjoncture économique sur le marché du travail et les opportunités offertes pour sortir de la liste des demandeurs d'emploi. Si la conjoncture économique au 2^e trimestre 2020 se maintenait en Vaucluse, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit plus de 23 mois consécutifs à Pôle emploi (695 jours). Sur un an, cet indicateur augmente de 328 jours, soit près de 47 semaines.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 14 700 à fin juin 2020, en hausse de +9,7% sur un an.



EN SAVOIR PLUS

- Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi ([lien](#))

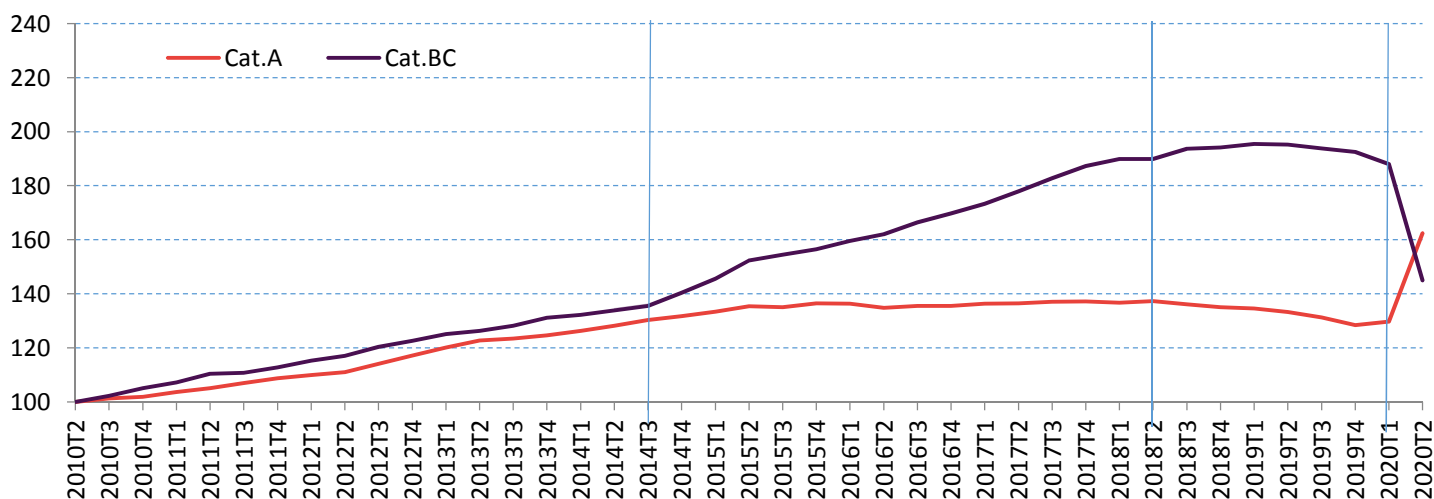


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2015 à 2017, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis juin 2018, la catégorie BC se stabilisait tandis que la catégorie A diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans un sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

45 350 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 8].

Tableau 8

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	3 540	8%	+5,0%
Passage en C	13 610	30%	-2,2%
Passage en E	70	0%	-21,1%
AFPR / POE	560	1%	+4,2%
DPAE durable	14 790	33%	+2,3%
DPAE non durable	12 780	28%	+1,9%
Ensemble des reprises d'emploi	45 350	100%	+1,0%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PRIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 37 600 personnes sont ciblées « PIC », soit 60% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 9 et 10]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi et ceux résidant en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Tableaux 9 et 10

Caractéristiques du public PIC en juin 2020

France métropolitaine	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	2 821 100	52%	1 404 500	48%	50%
Moins de 25 ans	664 600	12%	331 600	11%	50%
50 ans et plus	1 422 600	26%	941 900	32%	66%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	2 611 400	48%	1 476 300	50%	57%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	495 200	9%	350 900	12%	71%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	714 100	13%	487 400	17%	68%
Ensemble des DEFM cat. ABC	5 417 800	100%	2 947 000	100%	54%

Vaucluse	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	32 300	51%	17 200	46%	53%
Moins de 25 ans	8 000	13%	4 400	12%	55%
50 ans et plus	17 200	27%	11 600	31%	67%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	30 900	49%	18 900	50%	61%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	5 900	9%	4 200	11%	71%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	10 400	16%	7 700	20%	74%
Ensemble des DEFM cat. ABC	63 100	100%	37 600	100%	60%

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)

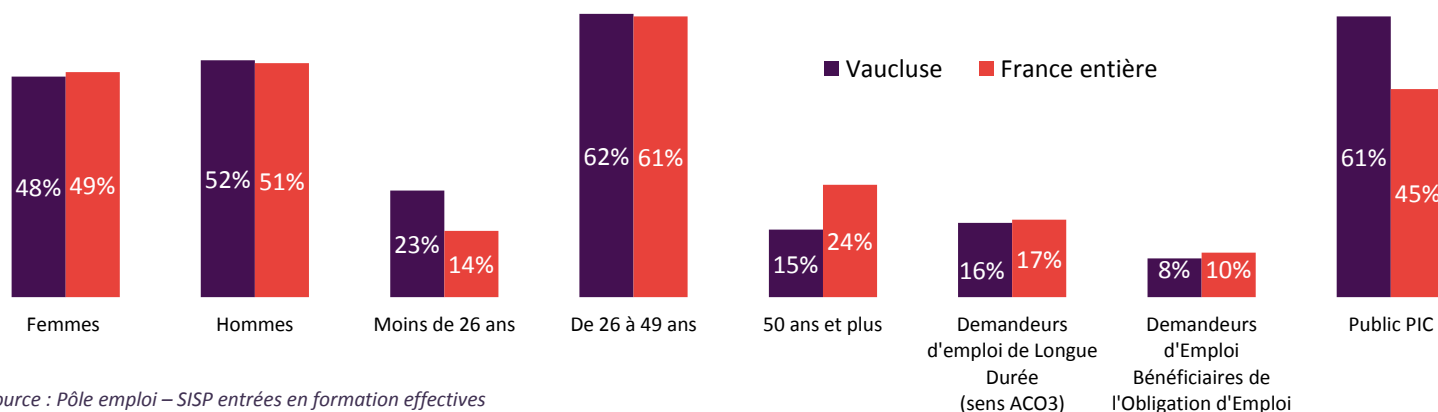


8 100 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont plus de 8 100 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. Le Vaucluse représente près de 1% des entrants en formation de France entière. Le profil départemental des entrants en formation est proche du profil national à l'exception des 50 ans et plus (qui sont plus nombreux) et du public PIC qui est inférieur au niveau France entière [cf. Graphique 13].

Graphique 13

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

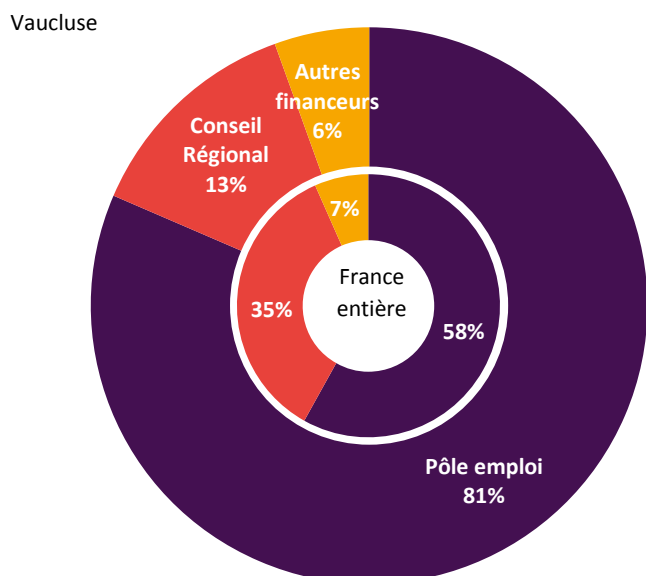
Pôle emploi est le principal prescripteur de formation en région

81% des formations en Vaucluse sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le département (38% des aides contre 11% seulement au national). Les formations des Actions Individuelles de Formation (AIF) suivent avec 28% des aides contre 32% dans le pays. Les formations du Conseil Régional représentent 13% des aides (35% pour France entière) [cf. Graphique 14].

Les principaux domaines de formation sont le transport avec 12%, la manutention avec 9% et la formation générale, lettres, langues (dont les champs langues, développement personnel et professionnel) avec 8%. Les cinq principaux champs [cf. Tableau 11] représentent quatre entrées en formation sur dix en 2018.

Graphique 14

Les principaux financeurs de formation



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Tableau 11

Les principaux champs de formation

Champ de formation	Entrées en formation	Part (en %)
Transport	950	12%
Manutention	768	9%
Langues	567	7%
Hôtellerie restauration	542	7%
Développement personnel et pro	438	5%
Ensemble des entrées	8 133	100%

Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

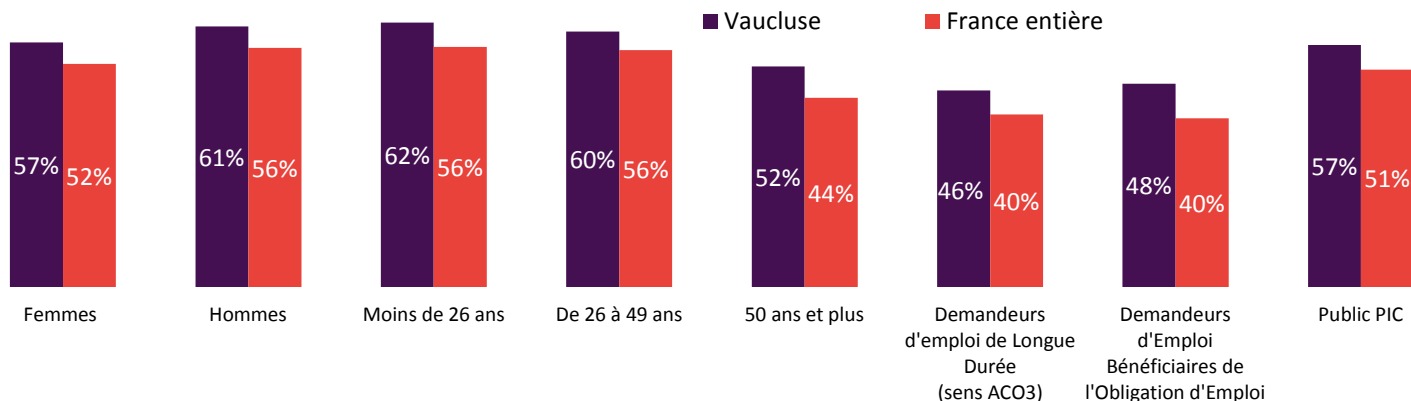


59% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

En Vaucluse, près de 8 000 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 59% ont accédé à un emploi d’au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 15], certains accèdent plus favorablement à l’emploi comme les moins de 26 ans ou les hommes. D’autres comme les seniors, les demandeurs d’emploi de longue durée (au sens ACO3) et les bénéficiaires de l’obligation d’emploi sont plus éloignés de l’emploi.

Graphique 15

Taux d’accès à l’emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d’emploi



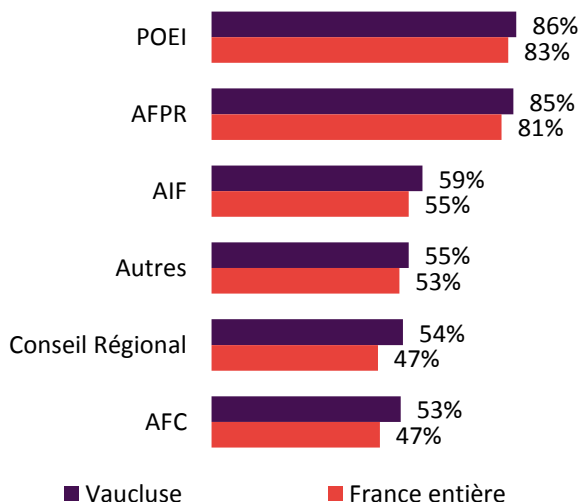
Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l’emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l’emploi en 2019 [cf. Graphique 16]. Les POEI et les AFPR ont les meilleurs taux d’accès avec respectivement 86% et 85%, étant des formations préalables à l’embauche, juste devant les AIF (59%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l’emploi sont celui de l’échange et gestion (67%) avec les champs transport, commerce, gestion financière, direction d’entreprise, celui des services aux personnes (59%) avec hôtellerie-restauration, action sociale et les champs santé secteur sanitaire [cf. Tableau 12].

Graphique 16

Les accès à l’emploi selon le type de formation en 2019 (*)



Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

(*) Les résultats des aides POEI et POEC n’étant significatifs pour certains départements (moins de 60 sortants de formation), elles sont affichées à 0.

Tableau 12

Les principaux domaines par taux d’accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
Echange et gestion	67%	1 900
Services aux personnes	59%	1 800
Fonction production	60%	900
Information, communication	54%	600
Formation générale, lettres et langues	37%	600
Total des sortants	59%	8 000

Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives

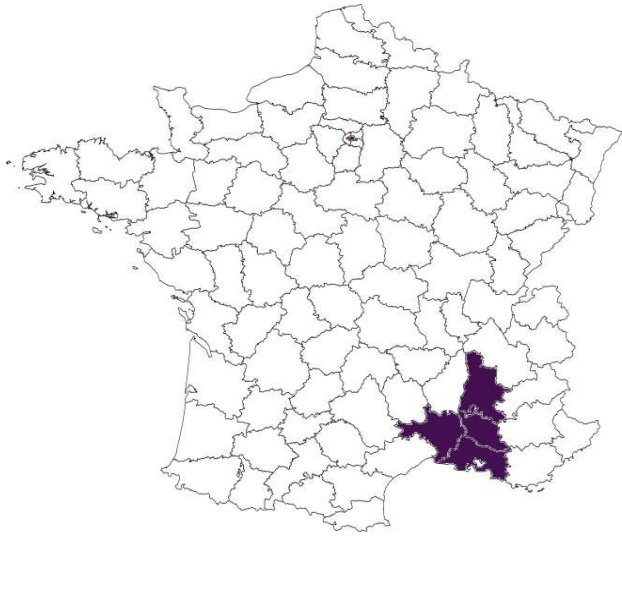


Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la STatistique du Marché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 80% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 10%, ils se dirigent vers les Bouches-du-Rhône [cf. Tableau 13].

Tableau 13

Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Vaucluse	70%
Bouches-du-Rhône	10%
Gard	3%
Drôme	3%
Paris	2%

Aide à la lecture :

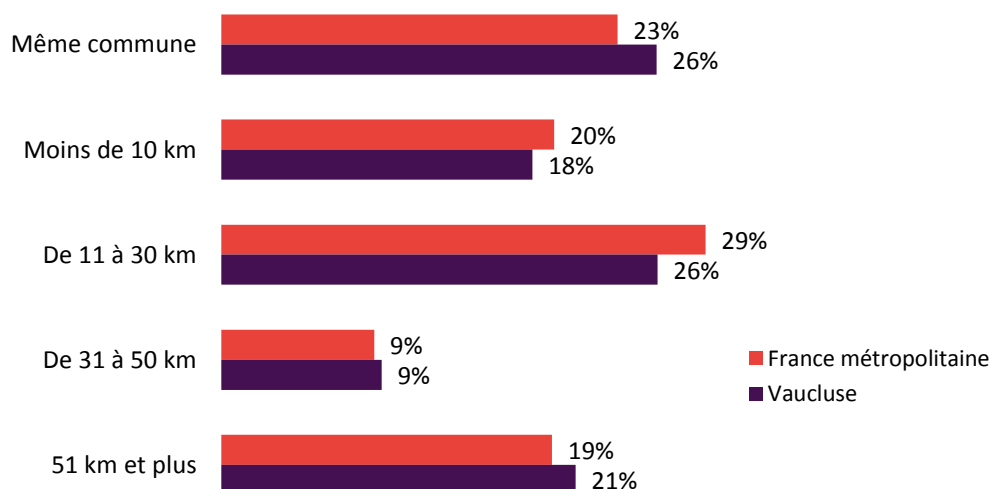
2% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le Vaucluse en 2018 ont trouvé un emploi à Paris.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du département de Vaucluse sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi du département. 26% retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (23% FM), alors qu'un sur cinq ont repris un emploi à plus de 50 km de leur domicile [cf. Graphique 17].

Graphique 17

Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

En résumé

Entre 1962 et 1999, le département a connu un fort essor démographique. En ralentissement depuis, l'évolution de la population est principalement stimulée, selon le dernier recensement, par les écarts entre les naissances et les décès. Le dynamisme démographique n'est plus un marqueur du département avec un taux de variation annuel de la population de seulement +0,5%. La faible attractivité du département se confirme par un taux de variation annuel dû au mouvement migratoire de +0,2%.

La spécificité de l'emploi présentiel dans le Vaucluse (68%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du département et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi les secteurs de l'hébergement restauration et du commerce sont toujours créateurs d'emploi sur un an.

Avec un taux de chômage de 9,2% au 2^e trimestre 2020, la main d'œuvre départementale est touchée durablement par le chômage. Un autre facteur d'exclusion est le manque de ressources des ménages, il affecte d'autant plus les personnes en recherche d'emploi. En 2016, 56% des foyers fiscaux ne sont pas imposés dans le Vaucluse. Le manque de ressources peut aller jusqu'à la pauvreté, 20% des habitants du département, soit une personne sur cinq, vivent sous le seuil de pauvreté. De même, la part du RSA dans la demande d'emploi est de 20% en Vaucluse et un demandeur d'emploi sur deux est indemnisé par l'assurance chômage. Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi s'était atténuée d'année en année. La crise sanitaire a stoppé les perspectives d'amélioration dans le marché du travail et de l'emploi.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 70% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans le département et seulement 21% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont près de 8 100 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans la région. 59% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de formation.

Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

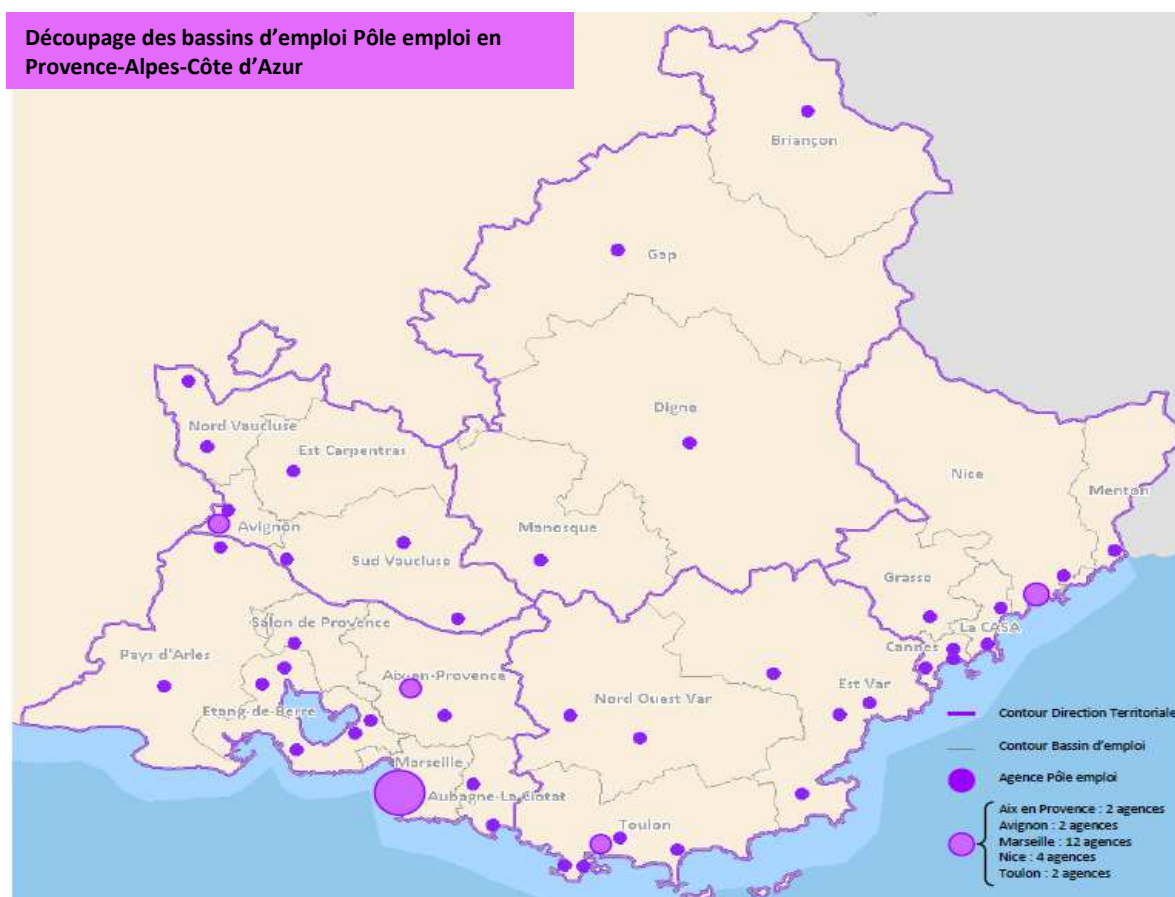
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de www.pole-emploi.org ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
Sylvestre MARTINEZ
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
Service Statistiques, études et évaluations

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

